

Jean Rivard

(Extrait).

(Jean Rivard à Gustave Charmenil.)

Mon cher Gustave,

MERCI de tes félicitations sur mon élection à la mairie ; mais je ne sais vraiment si tu ne devrais pas plutôt me plaindre. En acceptant cette charge, j'ai pris sur mes épaules un rude fardeau. J'ai déjà fait du mauvais sang, et je n'ai pas fini d'en faire. Toute mon ambition serait de faire de Rivardville une paroisse modèle ; je voudrais la constituer, s'il était possible, en petite république, fournie de toutes les institutions nécessaires à la bonne administration de ses affaires, au développement de ses ressources, aux progrès intellectuels, sociaux et politiques de sa population. Pour en venir là, des obstacles de toutes sortes se présentent. Il faut le dire, l'esprit de gouvernement n'existe pas encore chez notre population. Cette entente, cette bonne harmonie, ces petits sacrifices personnels nécessaires au bon gouvernement général, on ne les obtient qu'au moyen d'efforts surhumains. Le sentiment qu'on rencontre le plus souvent, quand il s'agit d'innovations utiles, d'améliorations publiques, c'est celui d'une opposition sourde, ou même violente, qui paralyse et décourage....

La cause première de cette lacune dans les mœurs de notre population, la cause fondamentale de l'état de choses que nous déplorons, et qu'il importe avant tout de faire disparaître, c'est le défaut d'une éducation convenable. Oui, mon ami, de toutes les réformes désirables, c'est là la plus urgente, la plus indispensable : elle doit être la base de toutes les autres. Avant de faire appel à l'esprit, à la raison du peuple, il faut cultiver cet esprit, développer, exercer cette raison. Donner à toutes les idées saines, à toutes les connaissances pratiques la plus grande diffusion possible, tel doit être le but de tout homme qui désire l'avancement social, matériel et politique de ses concitoyens. Cette idée n'est pas nouvelle ; on l'a proclamée mille et mille fois : mais il faut la répéter jusqu'à ce qu'elle soit parfaite-

ment comprise. Sans cela point de réforme possible.

Tu dis que je suis roi de ma localité : oh ! si j'étais roi, mon ami, avec quel zèle j'emploierais une partie de mon revenu à répandre l'éducation dans mon royaume, en même temps que j'encouragerais par tous les moyens possible la pratique de l'agriculture et des industries qui s'y rattachent !

Je considérerais les ressources intellectuelles comme enfouies dans la multitude de têtes confiées à mes soins comme mille fois plus précieuses que toutes ces ressources minérales, commerciales, industrielles qu'on exploite à tant de frais, et je ferais de l'éducation morale, physique et intellectuelle des enfants du peuple, qui a pour but de cultiver et développer ces ressources, ma constante et principale occupation.

Dans chaque paroisse de mon royaume, l'Ecole - Modèle s'élèverait à côté de la Ferme-Modèle et toutes deux recevraient sur le budget de l'Etat, une subvention proportionnée à leur importance. Toute lésinerie à cet égard me paraîtrait un crime de lèse-nation.

Il va sans dire que dans le choix des instituteurs, je ne me laisserais pas influencer par des considérations d'économie. Cette classe d'hommes qui exerce une espèce de sacerdoce, et qui, par la nature de ses occupations, doit être regardée comme une des premières dans tous les pays du monde, a toujours été traitée si injustement, que je ferais tout en moi pour la dédommager de ce dédain. Je lui assurerais un revenu égal à celui des hommes de profession.

J'appellerais là, s'il était possible, non-seulement des hommes réellement et solidement instruits, mais des esprits philosophiques et observateurs, des hommes en état de juger des talents et du caractère des enfants.

Car un de mes principaux buts en rendant l'éducation élémentaire universelle, serait de découvrir chez les enfants du peuple les aptitudes particulières de chacun, de distinguer ceux qui par leurs talents plus qu'ordinaires promettaient de briller dans les carrières requérant l'exercice continu de l'intelligence, de ceux qui seraient plus particulièrement propres aux arts mécaniques et industriels, au commerce ou à l'agriculture.

J'adopterais des mesures pour que tout élève brillant fut reçu dans quelque institution supérieure, où son intelligence pourrait recevoir tout le développement dont elle serait susceptible....

Si j'étais roi, je fonderais des insti-

tutions où le fils du cultivateur acquerrait les connaissances nécessaires au développement de son intelligence, et celles plus spécialement nécessaires à l'exercice de son état, me rappelant ce que dit un auteur célèbre, que 'l'éducation est imparfaite si elle ne prépare pas l'homme aux diverses fonctions sociales que sa naissance, ses aptitudes ou ses goûts, sa vocation ou sa fortune l'appelleront à remplir dans la société pendant sa vie sur la terre.' Quant à la connaissance spéciale de son art, c'est-à-dire de la science agricole, je voudrais qu'elle lui fût aussi familière, dans toutes ses parties, que les connaissances légales le sont à l'avocat, celles de la médecine au médecin. Tu me dis que c'est un rêve que je fais là ; quelque chose me dit pourtant que ce n'est pas impossible. On peut dire qu'à l'heure qu'il est, la grande moitié des cultivateurs de nos paroisses canadiennes, pourraient, s'ils avaient reçu l'instruction préalable nécessaire, consacrer deux, trois, quatre heures par jour à lire, écrire, calculer, étudier. Aucune classe n'a plus de loisir, surtout durant nos longs hivers. Qui nous empêcherait d'employer ces loisirs à l'acquisition de connaissances utiles ?

Que d'études importantes, en même temps qu'agréables, n'aurions-nous pas à faire ? Nous sommes naturellement portés à nous occuper des choses de l'esprit ; nous aimons beaucoup, par exemple, à parler politique ; nous aimons à juger les hommes qui nous gouvernent, à blâmer ou à approuver leur conduite, à discuter toutes les mesures présentées dans l'intérêt général. Mais n'est-ce pas humiliant pour l'homme sensé, qui n'a pas la moindre notion de la science du gouvernement, qui ne connaît ni l'histoire du pays, ni les ressources commerciales, industrielles, financières dont il dispose, qui n'a pas même assez cultivé sa raison pour bien saisir le sens et la portée des questions politiques, n'est-ce pas humiliant pour lui d'avoir à décider par son vote ces questions souvent graves et compliquées, dont dépendent les destinées du pays ? Avec quel bonheur, il approfondirait toutes des questions, si son instruction préalable lui avait permis de consacrer quelques heures, chaque jour, au développement et à la culture de ses facultés intellectuelles ?

Songe donc, mon ami, à l'influence qu'une classe de cultivateurs instruits exercerait sur l'avenir du Canada !...

JEAN RIVARD.
(A. Gérin Lajoie.)

Note de la Rédaction.—Ces lignes, écrites il y a déjà près d'une cinquantaine d'années, ont encore, ainsi qu'il est facile de le constater, leur actualité parmi nous.